

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 47 - 1 FRANC - 22-3-1972

REFERENDUM

=

ESCROQUERIE

Des prix et des élections

Comme en écho aux récentes mesures prises par le ministre de l'Economie et des Finances, M. Georges Pompidou a déclaré lors de sa conférence de presse : « Je me reproche encore la trop longue prolongation du plan de stabilisation de 1964 et la trop tardive accélération de l'expansion qui a suivi. » Il est exact que de l'automne 1963 au printemps 1972, des formules diverses de blocages ou de contrôles des prix ont été imposées à l'économie française. En fait, depuis vingt-sept ans, la France n'a connu que sept mois de liberté réelle des prix. « Bonne nouvelle » pour le patronat, la libéralisation des prix l'est également pour les artisans et les petits commerçants. Nouvelle politique surtout, propre à réconcilier avec un gouvernement inquiet une partie des puissances économiques actuelles.

Depuis l'ordonnance du 30 juin 1945 bloquant les prix au niveau du 1^{er} septembre 1938, l'emprise croissante — et « sclérosante » selon le C.N.P.F. — de l'Etat sur l'économie a été souvent dénoncée, remise en cause, modifiée, mais jamais abolie. Cependant, pas plus que l'intervention de l'Etat dans une économie moderne et en expansion n'est con-

testable en soi, on ne peut dénier au contrôle des prix une utilité temporaire en tant qu'arme d'intervention privilégiée pour casser l'inflation. Mais quand il s'érige en système, le carcan du contrôle administratif devient rapidement une entrave au progrès et à la croissance économique. Il est incontestable que les législations successives sur les prix — « plan de stabilisation », « contrats de stabilité », « contrats de programmes », « contrats anti-hausse » — ont poussé les industriels vers des actions sans fondement économique réel, développant ainsi une inflation dérivée et beaucoup moins contrôlable !

Les conséquences de cette surveillance administrative continue ne sont pourtant pas seulement quantitatives. Du fait d'un système complexe de blocages ou de semi-liberté, il devient possible à plusieurs branches industrielles de négliger l'effort de recherche nécessaire, non seulement à la productivité, mais aussi à la qualité du travail. Cas parmi d'autres, l'afflux des travailleurs immigrés — « traités » comme on le sait — vient bien, en partie, du refus délibéré d'améliorer les conditions techniques du travail ou de faire les investissements nécessaires en conséquence.

Blocage de prix signifie aussi blocage des coûts !

Est-il pour autant nécessaire de prendre actuellement des mesures de libéralisation des prix ? Le ralentissement de l'inflation cher à nos concurrents commerciaux — Grande-Bretagne et Etats-Unis notamment — rend plus dangereuse encore toute hausse des prix. La France retrouverait alors son handicap traditionnel et le cycle stabilisation - relance - stabilisation, et dévaluations. Bien sûr, le nouveau régime comporte des limites strictes à la liberté retrouvée, mais aussi... des dérogations permettant à M. Giscard d'Estaing de montrer son côté libéral tout en gardant l'aspect pur et dur du « combattant de l'inflation ». Mesure sans aucun doute imprudente actuellement, mais bien accueillie en raison du lourd passif des divers blocages et contrôles antérieurs, le plan présenté a en fait un but strictement électoral. Les élections sont dans moins d'un an, d'autres apaisements viendront encore... Qu'importe alors que le risque pris devienne plus important que prévu : le système politique l'exige !

Philippe DILLMANN.

Couve-Lecanuët : un faux débat

Le dernier « Armes égales » aurait dû s'intituler « A Fleuret Moucheté », tant le débat entre Couve de Murville et Lecanuët a été courtis, tant les points sur lesquels ils se sont longuement opposés étaient minimes. Sans doute existe-t-il des divergences profondes entre les deux hommes, mais elles tiennent davantage à leurs personnalités respectives qu'à leurs conceptions politiques : d'un côté un fanatique onctueux prêt à tous les abandons, de l'autre un technocrate froid et bien élevé, qui préfère le travail concret aux discours échevelés. Mais avant tout deux hommes d'accord sur l'essentiel, à savoir la nécessité de « faire l'Europe ».

Cette nécessité ne pouvant, selon eux, être remise en cause, le débat porta sur le choix des moyens, Lecanuët voulant faire l'Europe politique tout de suite et Couve souhaitant que se créent d'abord des solidarités économiques — monétaires en particulier.

Le débat portait donc à faux et Pierre Drouin avait raison de remarquer le lendemain dans *Le Monde* que, finalement, « on ne voyait plus très bien ce qui séparait, en ce moment, le gaulliste orthodoxe du vieux gardien de la flamme européenne ». Alors pourquoi un tel débat puisque ni l'un ni l'autre des « antagonistes » ne pouvait poser les questions essentielles, celle des conditions nécessaires au fédéralisme, celle des

conséquences pour notre pays de l'intégration économique européenne en particulier ?

Peu importait aux deux complices : ayant posé une fois pour toutes la nécessité de « faire l'Europe », obnubilés par leur rêve, ils ne se souciaient ni du fait ni du bienfait que constitue la nation, ni de l'héritage qu'elle recèle, ni des hommes qu'elle protège. L'Europe qu'ils tentent de présenter comme la grande chance de notre temps n'est qu'une fuite en avant : comme tous les européistes, Couve et Lecanuët pensent que, transposés sur une échelle plus vaste, les problèmes se résoudreont mieux. Mais ils ne voient pas que leur Europe aggraverait les maux dont souffre notre société, et que les fondements sur lesquels ils entendent la construire sont déjà pourris, puisqu'ils ne soutiennent plus qu'à grand-peine l'édifice politique, économique et social qu'ils ont construit dans le cadre national.

La technocratie européenne, le capitalisme européen et l'Europe démocratique dont ils se font les chantres ne susciteront pas moins de révoltes que la société démocratique, technocratique et capitaliste française. Qu'ils se le disent, ou bien nous nous chargerons de le leur faire comprendre. Souvenez-vous, Monsieur Lecanuët, d'une certaine réunion à la Mutualité : les œufs volaient bas ce jour-là...

B. LA RICHARDAIS.

NAF TELEX

● COMMUNISTES. — Le jour de la manifestation gauchiste de protestation contre l'assassinat de Pierre Overney, les dirigeants du P.C. redoutaient une attaque des manifestants contre leur siège. Ils y avaient donc convoqué 4.000 militants de choc — oui QUATRE MILLE — en renfort qui avaient été installés dans les sous-sols de la place du Colonel-Fabien. Sa façade transparente ne doit pas faire illusion : le nouveau siège du P.C. reste une forteresse tout comme le parti un Etat dans l'Etat.

● TOMASINI. — Un qui ne manque pas de souffle, c'est le secrétaire général de l'U.D.R. qui, après la conférence pompidolienne, s'extasie sur « l'admirable continuité de la politique française » au moment même où le Président de la République se rallie à l'Europe. « L'Europe européenne rendue possible, grâce à l'action lucide, courageuse, exigeante du général de Gaulle » (dixit Toto) est surtout « l'Europe des grandes affaires placées sous l'égide des sociétés multinationales », comme le remarque avec pertinence Louis Vallon.

● EMBARRAS SOCIALISTE. — Les socialistes ne savent plus à quel saint se vouer. Européistes, ils sont gênés pour répondre non, mais ils ne veulent pas se couper du P.C. Alors, faute de mieux, Savary dénonce la violation de la Constitution, Estier prône une abstention commune socialo-communiste et Henu le oui, tout le monde protestant en chœur contre l'abominable manœuvre du pouvoir. Bref, il y a du cirque en perspective d'ici le 23 avril.

Référendum = Escroquerie

La dernière conférence de presse de M. Pompidou a été accueillie, par la plupart des commentateurs, comme un chef-d'œuvre d'habileté politique. Maître de lui comme de l'U.D.R., le chef de l'Etat a pris de court tous ses adversaires en annonçant l'organisation d'un référendum particulièrement inopportun pour l'opposition et il a, avec assurance, annoncé implicitement sa candidature à un deuxième septennat.

LE TEMPS DES TRUQUEURS

Cette admiration béate montre une profonde dégradation des mœurs politiques françaises. Le président s'est en effet surtout conduit comme un habile bâtisseur qui esquivait tous les problèmes avec un style de maître de la « commedia dell'arte ». Il fallait voir son air moqueur lorsqu'il a brandi une courbe « prouvant » l'expansion continue du pouvoir d'achat. Pour vanter cet accroissement il a cité une kyrielle impressionnante de chiffres concernant l'augmentation du nombre des automobiles, des réfrigérateurs, des postes de télévision. Mais le problème de la société de consommation et de la qualité de vie a été escamoté ; que les Français jouent au tiercé de plus en plus pour trouver un dérisoire divertissement dans un monde où ils s'ennuient inspire simplement une réflexion prudençonnienne au président sur ces dépenses volontaires « qui ne sont pas vitales ».

M. Pompidou s'est même vanté du taux de scolarisation des enfants de cinq ans mais a rejeté la responsabilité de la malaise de la jeunesse sur les familles qui ne sont pas assez fermes sans vouloir même se poser la question de savoir si une législation antifamiliale, des conditions de vie qui contraignent souvent les deux époux à travailler n'entraînent pas un affaiblissement du foyer.

Tout cela d'ailleurs est secondaire aux yeux de M. Pompidou, qui méditait surtout de faire un mauvais coup à l'opposition.

UN PROCEDE INADMISSIBLE...

Il y a, reconnaissons-le, bien réussi. En décidant de faire voter les Français sur l'élargissement du Marché Commun il contraindrait les centristes à voter massivement avec la majorité. Il déconcerte les socialistes, qui sont pro-européens et dont les divergences avec les communistes sur la question vont être envenimées. Et le président peut même envisager de faire, dans la foulée du référendum, des élections qui, de par le désarroi de l'opposition, seraient un triomphe pour lui.

Mais il est parfaitement scandaleux que la ratification d'un accord diplomatique soit liée à des considérations de politique intérieure. Nos rois s'étaient toujours gardés de laisser les querelles partisans influencer sur notre diplomatie. Pompidou, lui, adapte son action diplomatique à l'économie interne de la lutte des partis. On a même l'impression qu'il se moque autant de l'Europe que du monde et cherche uniquement le coup électoralement rentable.

Le chroniqueur du « Monde » a affirmé, après la conférence, que jamais le chef de l'Etat n'avait paru si

maître de l'exécutif. Mais que penser d'un président qui laisse aux Français le soin de décider de la marche à suivre dans le domaine gouvernemental par excellence de la politique extérieure ?

... ET DANGEREUX

L'ennui c'est que cet Européen d'occasion enfourche par opportunisme les dadas les plus délirants des Jean Monnet et consorts.

Écoutons-le plutôt parler :

« Quelle est la situation des nations européennes ?

Une très faible étendue, une population moyenne, une capacité économique qui est grande mais qui, en valeur absolue, est limitée, et si, par contre, on les met ensemble, alors on obtient une puissance égale, dans bien des domaines, à n'importe quelle autre.

L'étendue reste faible, il est vrai, et n'est supérieure qu'à celle du Japon, parmi les noms que j'ai cités. La population est encore inférieure à celle de la Chine ou de l'Union indienne, mais elle est supérieure à celle de tous les autres. La production économique n'est dépassée que par celle des Etats-Unis, et la puissance commerciale est la première du monde. Quelle incitation donc à s'unir ! »

Décidément, tout y passe : du mythe du grand marché à l'idée qu'un ensemble quantitativement massif même s'il est sans âme vaut mieux qu'une communauté structurée pour assurer à ses membres la puissance et le bonheur. Comme on comprend les cris de joie d'un Lecanuet. Là où cet idéocrate frénétique aurait échoué en précipitant trop les choses, le matou président réussit.

Ce référendum ne manquera pas, de par le débordement d'euphorisme qu'il va susciter, de nous engager dans un engrenage dangereux et d'ores et déjà d'aliéner moralement une partie de notre indépendance. En outre l'acte de faire voter le peuple français sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, sensiblement au moment où la reine Elisabeth vient en visite en France, est fort regrettable : ne va-t-il pas influencer sur la visite et réciproquement, introduisant dans les tractations diplomatiques franco-anglaises un élément passionnel fort mal venu ?

Pierre Vianson-Ponté écrit (dans « Le Monde » du 18 mars) que les nationalistes, pris entre leur manie de l'ordre et leur horreur de l'Europe, sont piégés. Nous ne savons si les conservateurs, qui se réjouissent depuis des mois, — sans trop l'avouer d'ailleurs — des airs musclés du chef de l'Etat, se sentent visés. Quant à nous, nous avons trop l'amour raisonné de l'ordre pour ne pas voir dans une manœuvre, qui engage l'indépendance de notre pays, pour le succès d'une opération de basse cuisine électorale, le plus grand des scandales, le plus grand des désordres et nous dénoncerons avec vigueur ce procédé malhonnête.

N.A.F.

Grandes manœuvres à gauche

Ainsi, après les affaires Overney et Nogrette, la C.G.T. et la C.F.D.T. (1) n'ont pu se mettre d'accord à l'issue de leurs dernières palabres. On n'ose se demander sur quoi : les confédérations ne s'entendaient même pas sur le but de leur réunion commune. Pour la C.G.T., il s'agissait de mener une action contre « l'escalade de la répression et de la violence », et pour la C.F.D.T. contre le « comportement répressif du patronat et du gouvernement ». En termes clairs, il fallait surtout savoir si les gauchistes allaient ou non être de la partie. En conséquence, tandis que la C.F.D.T. mène cette semaine diverses actions contre la « répression », le P.C. a appelé samedi et dimanche derniers « la jeunesse » à se battre pour « le métier et l'emploi, la démocratie et le socialisme » (n'importe quoi : tout est bon), et la C.G.T. va sans doute profiter de sa journée d'action de mercredi pour profiter du mécontentement latent dans le secteur nationalisé. Bref, si la C.F.D.T. lie étroitement son action au meurtre de Pierre Overney, le P.C. et la C.G.T. tentent de répondre par des manifestations anti-gauchistes à l'anti-communisme des gauchistes lors de l'enterrement de leur camarade.

PAVANE AUTOUR D'UN CADAVRE

Revenons en arrière. Le 25 février, un ouvrier licencié de chez Renault se fait abattre par un « gardien » de l'Île Seguin, au cours d'une distribution mouvementée de tracts maoïstes. Quelques jours après, à l'occasion de son enterrement, le gauchisme se réaffirme comme force politique non négligeable. Le Parti Socialiste, le P.S.U. et la C.F.D.T. envoient des délégations. Le P.C. ne voit là qu'une manifestation anti-communiste (il n'a pas tort), et dénonce un grand « complot » dirigé contre lui par le gouvernement avec, évidemment, la participation des « provocateurs » maoïstes. Retour de manivelle quelques jours après : les maoïstes enlèvent l'une de leurs bêtes noires, Nogrette, directeur adjoint des relations sociales (ah qu'en termes galants...) de la Régie. C'est un tollé général. Tous les bien pensants de France et de Navarre se réveillent et hurlent à l'abomination de la désolation : qu'un ouvrier de 23 ans se fasse froidement tracter, aucune importance ; qu'un « cadre » se fasse enlever, et l'on retombe dans des mœurs de « sauvages ». Le P.C. et la C.G.T. sautent sur l'occasion : comment le P.S. et la C.F.D.T. peuvent-ils continuer à flirter avec ces irresponsables ? Leurs réticences pour toute action commune antigauchiste deviennent insensées. C'est ce que dit Séguy le 10 : « Après le rapt du cadre de chez Renault, il serait impensable qu'une organisation syndicale ou politique de gauche persiste à poser comme condition à l'entente et à l'action communes qui s'imposent, la participation des groupes gauchistes dont les buts et les méthodes vont à l'encontre de l'action de masse et ouvrent la voie à des provocations. »

Forts de la désapprobation générale contre l'enlèvement de Nogrette, les petits futés du P.C. proposent une rencontre pour déterminer une éventuelle action commune contre « le complot du pouvoir contre les forces ouvrières, démocratiques et nationales » (!). Parallèlement, la C.G.T. invite la C.F.D.T., F.O., la F.E.N. et la C.G.C. à réagir en commun contre « le scandale de la répression et de la violence ». Evidemment, quiconque verrait un lien entre l'une et l'autre démarches serait de mauvaise foi... comme Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., qui met les pieds dans le plat le 6, par le biais d'une interview accordée au *Nouvel Observateur*. Il y dit benoîtement que « la marge d'autonomie que (la C.G.T.) a gagnée par rapport au P.C. ne lui permet pas, sur un problème stratégique aussi important (attitude devant le phénomène gauchiste), de se séparer du Parti. Les militants communistes à la C.G.T. ont tout de suite pris une attitude non de responsables syndicaux, mais de responsables politiques ».

La C.G.T. bondit, joue les vierges outragées (« ingérence intolérable dans les affaires intérieures de la C.G.T. » !) et répond évidemment à côté : « C'est le Bureau confédéral puis la Commission exécutive qui ont exprimé la position officielle de la C.G.T. sur cette affaire. » Comme si l'appartenance à ces deux organismes était un gage de non-communisme... La C.F.D.T. réplique le soir même en accusant la C.G.T. de rechercher « délibérément un incident, afin de masquer les difficultés qu'elle rencontre auprès des travailleurs et de l'opinion en raison des positions qu'elle a prises après le meurtre de Pierre Overney ». Et vlan. Enfin, pour faire cesser toute équivoque, Maire se fait à nouveau interviewer par le *Nouvel Observateur*, et se dédouane en tapant cette fois-ci sur les gauchistes dont il compare les méthodes — Séguy et Marchais ont dû friser l'apoplexie — à celles des communistes.

On en est là. Evidemment, par-delà toutes ces escarmouches qui ont opposé l'appareil P.C.-C.G.T. au reste de la gauche, c'est le choc des stratégies contradictoires qu'il faut percevoir.

HORIZON 73

— Les gauchistes, après le succès d'estime obtenu autour du cadavre d'Overney, ont voulu en profiter pour isoler la direction du P.C. autant de sa base que du reste de la gauche, en tentant de pousser à la création d'un front commun P.S. - P.S.U. - C.F.D.T. - F.E.N., où ils auraient participé. Effectivement, cette manœuvre aurait pu les sortir du ghetto où ils sont confinés depuis 1968. Mais l'enlèvement de Nogrette a sérieusement compromis leurs chances.

— Le P.C. et la C.G.T., très gênés par le succès de l'enterrement d'Overney et l'anti-communisme qui s'y est manifesté, n'ont rien trouvé de mieux que de lancer le gros bateau du complot mao-pompidolien : « La

provocation a pour but, pour unique but, de faire taire le mécontentement, de couper net le très réel élan des forces démocratiques » (Laurent Salini, *Huma* du 26 février). En termes clairs, le gouvernement a fait tuer l'un de ses sbires maoïstes pour empêcher l'irrésistible ascension de la « démocratie avancée ». En l'occurrence, les communistes ont cherché à :

- Se poser face à l'opinion comme une force d'ordre contre tout aventurisme, de façon à ne pas en laisser le monopole à la majorité comme en 1968.
- A effrayer une partie de l'électorat traditionnel du P.S. et de la C.F.D.T. coupables de « complaisance » à l'égard du gauchisme... et à racoler cette clientèle éventuelle.
- A prouver à leurs militants la « mauvaise volonté du P.S. et de la C.F.D.T. et à se donner bonne conscience pour tirer sur eux à boulets rouges en toute quiétude.
- A se faire passer pour seuls vraiment représentatifs des aspirations de la classe ouvrière (« A y regarder et à y réfléchir sur le fond, nos divergences à propos du gauchisme ne résistent-elles pas des inégalités de conscience de classe ? », Séguy, *Huma* du 14).
- A isoler le gauchisme de la gauche non communiste (c'était le but des réunions communes P.C.-P.S. et C.G.T.-C.F.D.T.). Les déclarations de Séguy le 10 mars sont assez claires sur ce point.
- A flatter les cadres, sur lesquels la C.G.T. mise actuellement beaucoup.

— Le P.S., avant de songer à toute éventualité d'alliance avec le P.C., cherche d'abord à se renforcer et à tourner les communistes sur leur gauche en étendant sa clientèle électorale vers les jeunes.

Le P.S. pense en effet que le gauchisme « assagi » peut très bien trouver un exutoire occasionnellement électoral en suivant un parti aux méthodes et aux options un peu moins frelatées que celles de la social-démocratie de papa.

— La C.F.D.T., enfin, particulièrement démagogue à l'égard des jeunes, a vu dans la masse des manifestants à l'enterrement d'Overney un excellent moyen de concurrencer la C.G.T. en se créant une clientèle particulièrement dynamique et combative. N'oublions pas non plus que la C.F.D.T. ne rate aucune occasion (l'attitude agressive de Maire dans cette affaire en témoigne une fois de plus) pour exploiter le vieux réflexe antistalinien chez les cégétistes, en tenant compte du fait qu'il y a bien plus de simples électeurs C.G.T. que de militants effectifs. Voir pour mémoire le débat C.G.T.-C.F.D.T. sur le socialisme en novembre-décembre 1971, et les questions perfides de cette dernière aux cégétistes.

Que peut-on en conclure ? D'une part, la campagne électorale de 1973 risque d'être très animée, si l'on en juge par ses prémisses. D'autre part, si l'amalgame P.C.-C.G.T. ne choque plus que Georges Séguy, le parallélisme des luttes politiques et syndicales s'avère de plus en plus évident dans les autres formations de gauche : le mythe

de l'apolitisme syndical est définitivement tombé. L'attitude du P.S. et de la C.F.D.T. est révélatrice à cet égard.

Décidément, les vieux politicards du pays légal s'intéressent de plus en plus aux petits jeunes gens contestataires dont l'inorganisation structurelle permet tous les espoirs de récupération.

A nous de jouer pour que le « soulèvement de la vie » ne tourne pas à l'éruption de peste social-démocrate ou stalinienne et ne connaisse pas la triste fin de tous les mouvements qui rejetaient une partie des conséquences de la démocratie sans en remettre en question l'idéologie ou les mécanismes et qui, partis pour « tout casser », ont fini par servir de tremplin électoral aux chevaux de retour de la classe politique.

Philippe DARTOIS.

(1) F.O. et la C.G.C. n'ont pas voulu venir. F.O. parce qu'elle refuse toujours de discuter à l'échelon confédéral avec les « usurpateurs » de la bande à Frachon, la C.G.C. parce qu'elle ne veut pas entendre parler de la C.F.D.T. qui cautionne les séquestrations de cadres. Bref, on est toujours l'homme-au-couteau-entre-les-dents de quelqu'un.

NAF TELEX

● HACHETTE. — Le gouvernement a décidé d'offrir six livres aux couples qui se marieront en 1972. Il a fait soumissionner ce colossal marché que le trust Hachette a fini par emporter. Tout s'est fait régulièrement, bien entendu, et seuls les esprits mal intentionnés pourront insinuer que la complaisance d'Hachette pour le pouvoir et la présence à sa tête de M. Simon Nora, ex-conseiller de Chaban-Delmas, y sont pour quelque chose.

● BRANDT. — N'a plus qu'une voix de majorité au Bundestag car sa politique d'ouverture à l'Est est très contestée. On reproche au chancelier de faire un peu trop de concessions aux Soviétiques sans contreparties. Mais ce serait une erreur de croire que les chrétiens-démocrates sont hostiles à une négociation avec les Russes. Ils veulent simplement l'aborder en position de force.

● ITALIE. — Berlinguer a été élu secrétaire général du P.C. à l'issue de son dernier congrès. Partisan du « polycentrisme », il est de ceux qui ont contribué à émanciper — relativement — son parti de la tutelle soviétique et sera un redoutable manœuvrier dans la politique de réalisation des « équilibres avancés » (Front Populaire) destinés à remplacer la coalition de centre gauche moribonde.

● IRAN. — « L'Avenir de l'Intelligence » a été traduit en persan et publié par les soins de la Faculté de Médecine. Ceci nous réjouit en tant que maurrassiens, mais surtout en tant que Français car nous avons là un signe supplémentaire de l'attention vigilante avec laquelle « l'intelligentsia » iranienne suit les développements de la vie culturelle française.

La remontée du parti socialiste

Le vieux courant social-démocrate ressuscite sous la houlette manœuvrière d'un politicien sans principes, juste au moment où le monde politique commençait à dresser l'acte de décès du socialisme réformiste. A vrai dire, on se demande comment cette résurrection est possible au terme de cinquante ans de palinodies et d'opportunismes divers. Le courant socialiste, ballotté entre le révolutionnarisme verbal et le réformisme de fait, se mourait lentement, administré successivement par un Jaurès, démagogue éloquent, un Blum, « loyal gérant du capitalisme », selon son propre aveu, enfin un Mollet, bureaucrate obscur épris de magouilles électorales. En fait, la pratique politique des dirigeants s'adaptait parfaitement à la réalité tangible du socialisme français : le seul moyen pour la S.F.I.O. de jouer un rôle tenait à sa présence électorale et à son réseau de municipalités. Gestion de certaines communes, et participation aux divers gouvernements de la IV^e République, ont constitué les seules activités du parti socialiste.

Le retour au pouvoir du général (appelé par Guy Mollet) allait saper les dernières positions de la social-démocratie française : l'appui électoral de la S.F.I.O. n'était plus nécessaire et l'élection du Président de la République au suffrage universel enlevait aux notables socialistes leurs prébendes et leur rôle politique : les tirades mollettistes contre le « pouvoir personnel » n'ont pas d'autres raisons.

Contrairement à ses homologues britanniques et allemands, le socialisme français n'est même pas devenu une grande force réformatrice. Le marxisme de principe rejeté par les autres partis socialistes européens continuait à servir de credo, tandis que l'europhisme frénétique pouvait passer comme un ersatz d'internationalisme. Tandis que le P.C. tenait solidement en main la classe ouvrière, la social-démocratie se trouvait rejetée vers des couches marginales (petits fonctionnaires, retraités) sans poids social.

Au fil des années, la S.F.I.O. perdait même le contrôle de « sa » centrale syndicale, F.O. Les couches nouvelles sur lesquelles s'appuyaient les réformistes conscients préféraient se tourner vers les clubs ou le gaullisme de gauche que vers un vieux parti prisonnier d'une bureaucratie routinière, et remâchant une idéologie ouvriériste sans rapport avec sa réalité sociale. La bipolarisation P.C.-Gaullistes qui commençait à s'instaurer dans la vie politique française força les gens de gauche à s'entendre au sein d'une coalition hétéroclite regroupant les radicaux, autre dinosaure politique, la S.F.I.O. et les novateurs des clubs, mal à l'aise au milieu de ce musée III^e République. Ce cartel tomba vite aux mains de l'appareil de la S.F.I.O. qui, à défaut d'autre force, bénéficiait de la force

d'inertie propre aux organismes sclérosés.

Mai 1968 porta le coup de grâce à la F.G.D.S. La S.F.I.O., travestie en « nouveau » parti socialiste végétal sous la direction d'Alain Savary, réformateur passé à l'appareil mollettiste. Tout comme J.-J. Servan-Schreiber mit la main sur le vieux parti radical, Mitterrand tenta l'O.P.A. sur le parti socialiste avec l'aide des hommes des clubs. Celui-ci a compris la nécessité de briser vingt ans de routine pour renouer avec la tradition du réformisme : un « blumisme » pour société post-industrielle.

Dans son livre « Un socialisme du possible » (cf. aussi « Retour au possibilisme », de P. Debray), Mitterrand avoue cette orientation : « L'opportunisme et la trahison ont gravement compromis le réformisme contre lequel je ne porte pas condamnation, loin de là, qui me paraît au contraire le seul mode d'action possible actuellement. »

Un autre trait de réalisme à court terme tient dans le refus des discussions doctrinales, génératrices de conflits. Pourtant, rien ne prédispose le parti socialiste à vivre longtemps sans défrichements. Des projets politiques opposés ne peuvent coexister sans conflits. Quoi de commun entre les vieux politiciens à la Defferre (solidement appuyé sur les sections ex-S.F.I.O. du sud) qui louchent vers les « réformateurs », les Mollet (recasé à l'Office universitaire de Recherches socialistes et directeur du poussiéreux *La Bataille Socialiste*), et les jeunes turcs du C.E.R.E.S. qui ont assimilé l'héritage de Mai et ne cachent pas leur sympathie pour les gauchistes.

Les intrigues « florentines » de Mitterrand et la proximité des élections ne suffiront pas à maintenir l'équilibre. Pour prouver son dynamisme, le P.S. se lance à la conquête des usines (50 sections d'entreprises contre 300 pour le P.S.U., et 5.500 pour le P.C.) sous la direction de Georges Sarre, ex-syndicaliste F.O. Sur cette lancée, le P.S. a lancé un hebdomadaire, *l'Unité*, dont le style oscille entre *Charlie-Hebdo* et *Politique-Hebdo*. Culturel d'abord : des colloques ont été organisés sur les problèmes de la culture qui ont attiré des « intellectuels de gauche » fort peu S.F.I.O. L'histoire du socialisme est parsemée de « renouveaux » qui sombrent dans les manœuvres électorales.

La parution du programme socialiste et la convention qui vient de se tenir ne démentent pas cette orientation : entre l'autogestion et le présidentialisme, les injures au P.C. et la main tendue à Marchais, tout se tient. Changer la vie, disait le parti socialiste voici peu ; beau programme qu'il serait possible de prendre au sérieux si... le socialisme changeait. Ce n'est pas le cas.

Axel ALBERG.

Combat mass-media et

Il faut se souvenir de ce roman : « Fahrenheit 451 », on y voit dans les chaumières futures l'écran de télévision s'étendre peu à peu pour recouvrir toute la superficie murale et baigner ainsi leurs habitants dans un spectacle perpétuel. Ce récit de science-fiction qui décrit parallèlement à l'envahissement des écrans domestiques, la chasse impitoyable menée par une brigade de pompiers contre tout texte imprimé, prend à mes yeux une valeur de symbole. L'anticipation se veut terrifiante : dans cette société imaginaire le livre est proscrit et les pompiers sont de nouveaux prétoriens chargés de veiller sur la tranquillité des citoyens, en détruisant systématiquement toutes les bibliothèques clandestines. Cependant pour apprécier le pouvoir des médias, les romanciers, eussent-ils du génie, ne suffisent plus, et c'est pourquoi une analyse moins littéraire du phénomène médiatique semble s'imposer.

« IN MEDIA STAT VIRTUS » ?

Il serait stupide de considérer la fascination quasi-magique de l'image comme une caractéristique du temps présent. L'image a toujours été un phénomène culturel que l'on a pu analyser quant à son rôle spécifique parmi la culture globale d'une société. En effet, selon qu'elle fut composante principale ou seulement annexe des médias culturels, elle prit au cours des âges une importance différente. Dans les sociétés dites primitives, le sacré s'exprimait à travers toute une gamme d'images fixes ou mobiles, qui répandaient une multitude de symboles dans la vie quotidienne. Ces images allaient des peintures rupestres aux statuettes et des masques religieux aux danses rituelles. Intermédiaires nécessaires entre le monde du sacré et celui du quotidien vécu, ces images étaient donc de véritables médias. Il est très important d'assimiler les représentations plastiques aux faits culturels car le folklore moyen d'expression typiquement gestuel, est cependant le support privilégié d'une culture ancestrale. Dans ce sens toute manifestation de masse est à la fois culturelle et fait social. De nos jours le sacré ayant cédé la place au mythe volontaire, l'image peut sembler l'intermédiaire nécessaire entre un monde mythologique et la banalité d'un quotidien standardisé. Si comme le dit Yves Lorelle, « le rapport du mythe et de la représentation dans son extension maximum peut comprendre la connotation même du corps humain et de ses mouvances », le comportement des étudiants sur les barricades de mai peut apparaître non pas comme une action logique mais comme le support d'un mythe privilégié. Cependant les sociétés dites primitives ne connaissaient pas l'écriture al-

phabétique et les images étaient le véhicule quasi-unique de leur patrimoine culturel. Est-ce à dire que nous allons vers un néo-tribalisme caractérisé par la perte du véhicule alphabétique et le retour à cette communion magique avec le domaine du sacré ? (Nous n'en sommes pas encore à frapper du tam-tam cependant il y a des analogies curieuses entre la musique pop et la musique de l'Afrique traditionnelle, d'ailleurs dans les deux cas ne recherche-t-on pas les tran-ses et l'envoûtement ?)

A priori il semblerait que deux catégories de médias soient antagonistes. Si l'on considère que l'écrit et le parlé véhiculent surtout l'argument logique et qu'à l'inverse l'image et le comportement véhiculent ce que nous appellerons l'argument mythologique (c'est-à-dire non-logique) que peut-il résulter de leur confrontation éventuelle ? Il peut y avoir neutralisation réciproque des messages, entraînant une passivité totale de la part de l'individu récepteur, lequel subira en conséquence un conditionnement d'autant plus dangereux qu'il sera informé. On peut aussi imaginer l'éviction progressive d'un moyen de communication au profit d'un autre : ce serait la suppression de la presse écrite ou de l'enseignement traditionnel au profit de nouveaux moyens basés sur les techniques audiovisuelles. On peut évoquer la problématique que Nietzsche développe dans sa « Naissance de la tragédie », d'un côté il y aurait Socrate et de l'autre Dionysos... qui l'emporterait... aurait-on ce Socrate musicien qui seul permettrait de surmonter la contradiction ?

LES THÉORIES DE MAC LUHAN

Il faudrait s'arrêter sur la nature et le pouvoir des médias. Pour cela nous avons les études de quelques théoriciens et notamment du professeur Mac Luhan (signaux parmi ses différents ouvrages : *La Galaxie Gutenberg*, publiée en 1962). Son axiome de base est que les médias conditionnent les hommes plus que les messages qu'ils colportent. Le message limité à son contenu manifeste donnerait donc une idée restrictive de la communication dans la mesure où à chaque type de média correspondrait un message non-manifeste (sorte de cryptomessage qui serait l'élément déterminant dans le processus de communication). D'une façon générale, tout message comporte deux aspects distincts : le sémantique et l'esthétique. L'aspect sémantique (ou dénotatif) représente ce qui est dit explicitement par le message. L'aspect esthétique (ou connotatif) représente ce qui est suggéré ou évoqué par le message, à l'aide de symboles généraux (par ex. : les quatre éléments primordiaux des cosmogonies que l'on retrouve dans la plupart des affiches publicitaires). Donc comme le dit A. Moles, « tout message réel comporte toujours

intimement mêlé une certaine proportion d'informations sémantiques et esthétiques ». Le discours mathématique serait à la limite un message sémantique pur, puisqu'il utilise un code connu où chaque terme a une signification unique. A l'inverse l'écriture automatique, si chère aux surréalistes, semblerait s'assimiler parfaitement au message esthétique pur. Il suffit de relire certaines pensées de Pascal pour être persuadé que ce problème n'est pas nouveau : « il faut tout d'un coup voir la chose d'un seul regard, et non pas par progrès de raisonnement, au moins jusqu'à un certain degré », ou encore « nous ne pouvons pas seulement voir un avocat en soutane et le bonnet en tête, sans une opinion avantageuse de sa suffisance », cela ne veut-il point dire que le message... explicite n'est pas le seul moyen d'investigation ?

Pour Mac Luhan, les médias ne sont pas, comme nous venons de le voir, des véhicules neutres, mais à chaque type de média correspond un message privilégié. Ainsi donc il peut fonder toute une évolution des sociétés en prenant pour variable explicative les médias. Il y aurait trois âges successifs, chacun caractérisé par un système de communication : l'ère tribale, l'ère gutenbergiennne et enfin l'ère électronique.

TROIS AGES ET TROIS MEDIA

Il est inutile de revenir sur le rôle joué par les images-médias dans les sociétés tribales, cependant il faudrait parler de ce média naturel qu'est la parole. Dans la mesure où le langage oral suppose au moins deux interlocuteurs, on peut considérer que presque tous les sens sont sollicités par ce moyen de communication. En effet on n'écoute pas seulement mais on regarde parler, en outre se joint au message purement oral un message gestuel qui lui est corollaire et qui est caractérisé par les changements de physionomie et d'attitude en cours d'allocution (ne dit-on pas que les Italiens parlent avec les mains ?). Ainsi selon Mac Luhan, la parole serait propre à l'intégration dans un groupe social et donc le média privilégié des sociétés communautaires. Cela semble très justifié dans la mesure où les rapports établis, grâce à ce moyen oral, entre les individus, sont essentiellement tangibles et semblent rayonner de chaleur humaine. A ce propos on ne peut manquer d'évoquer le rôle de l'Agora dans la cité grecque. A l'inverse dans une société massifiée et individualiste se substituent aux échanges directs, des liens abstraits caractérisés par la prolifération des relais administratifs. C'est pourquoi il faut mentionner l'attitude purement réactionnaire du gauchisme quand en mai 1968 il agitait ce slogan : « les murs ont la parole ». En effet dans une société qui se massifie de plus en plus, la prise de parole vise essen-

des idées contre-révolution

tiellement à nouer des liens clandestins, à sortir de l'anonymat et à recréer une communauté. Cette communauté qui s'instaure par le dialogue n'est bien sûr pas institutionnalisable mais elle peut redonner le goût de l'amitié naturelle qui est à la base du fait social. Il semble intéressant de relier à ceci le rôle de la chanson populaire traditionnelle tout en relevant les limites d'une action culturelle qui serait au regard des structures politiques tout à fait sauvage.

En ce qui concerne le média gutenbergien, Mac Luhan déclare que « la technique de l'alphabet phonétique a fait passer l'homme du monde magique de l'ouïe au monde indifférent de la vue ». Relevons une nouvelle interférence avec la problématique de Nietzsche, n'a-t-il pas dans *La naissance de la tragédie* relevé la dichotomie existant entre les arts picturaux et l'art musical ? En fait il faudrait une parfaite maîtrise de plusieurs disciplines pour pouvoir apprécier l'influence de la symbolisation de l'écriture sur l'évolution d'une société.

L'écrit apparaîtrait comme un levain d'abstraction favorisant la structuration administrative des sociétés. Dans un article du docteur R. Casaubon, on peut lire, notamment : « Dans le groupe social, les rapports des hommes entre eux, de concrets devenus abstraits, ont perdu toute chaleur. Dans cette civilisation de légistes, les individus sont liés à distance par intermédiaires abstraits. »

Donc l'écrit et plus spécialement l'écrit à grande diffusion serait subversif en ce qu'il aurait tendance à substituer l'abstrait au concret, l'intellect à l'affectif, et l'idée à l'émotion. Ainsi, par le message écrit, la réflexion se détache plus facilement de son support réel pour se servir d'elle-même et faire en sorte que l'homme devienne un individu séparé en lui-même, un individu abstrait permettant toutes les systématisations, toutes les théories. La révolution de 1789 s'est faite au nom de la raison, au nom de l'homme théorique, celle de mai 1968 s'est placée sur un terrain opposé en appelant l'imagination au pouvoir, au nom de l'homme retrouvé.

TÉLÉVISION ET DÉLIRE MESSIANIQUE

Le monde contemporain a vu naître ce que Mac Luhan appelle les média électroniques, qui sont essentiellement basés sur les techniques audiovisuelles. Il conçoit la télévision comme un média total, puisqu'unissant l'image au son, il permet une participation de tout notre système sensitif. Il salue en lui le retour au message global, ce message que diffusait les images-média dans les sociétés communautaires. C'est pourquoi on a pu parler du néo-tribalisme de Mac Luhan. En effet, il pense que cette communication totale recréera une

participation à la vie sociale et finalement aboutira à l'émergence d'une communauté mondiale. Ses conclusions apparaissent très proches du délire teilhardien puisque dans les deux cas on y attend cette noosphère libératrice, un peu comme un *Deus ex machina*. Cependant, qu'en est-il exactement de cette communauté spirituelle ? Le fait qu'en un même instant, des millions d'individus parsemés aux quatre coins du monde, reçoivent un message identique, suffit-il à les réunir ?... Quand on ôte le vernis lyrique de l'argumentation, elle apparaît grotesque car ces média électroniques supportent des messages sans qu'il puisse intervenir sur les événements auxquels il participe illusoirement. Tout au plus peut-il avoir des réactions vaines, celle par exemple de trépigner ou d'exprimer son mécontentement voire sa colère, laisseront toujours l'écran de sa télévision aussi froid qu'un bloc de glace. La télévision est donc un moyen de communication seulement dans le cadre d'une communauté mythique ; selon la belle formule d'E. Morin : « C'est un dialogue entre un prolix et un muet. » Cette diffusion sans « feed-back » (comme disent les cybernéticiens) fait participer à la vie par images interposées et les événements mondiaux n'apparaissent plus que comme spectacle puisque le « voyeur » leur est totalement étranger. En outre, loin d'aboutir à je ne sais quelle démassification, on assiste à un modellement du mental qui transforme peu à peu l'homme en somnambule.

QUEL AVENIR POUR LES MEDIA ?

Le tableau pourrait sembler trop sombre, cependant si l'on se reporte aux études de certains futurologues américains on finirait par se trouver optimiste !... Voici trois citations tirées d'un article de Zbigniew Brzezinski intitulé : « L'Amérique à l'ère technétronique » et publié dans la revue *Preuves*, de février-mars 1969 : « La tendance qui se dessine dans la société technétronique viserait l'agrégation du soutien individuel de millions de citoyens non organisés — objectif facile pour des personnalités magnétiques et séduisantes qui sauraient exploiter les dernières innovations dans les techniques de communication, pour manipuler les émotions et manipuler la raison. » « Les mêmes techniques pourront servir à imposer une surveillance politique presque totale sur chaque citoyen » « ... On passera à une société de divertissement avec pléthore de spectacles pour spectateurs passifs (sports de masse, télévision) fournissant l'opium à des masses qui se verront de façon croissante dépourvues de tout objectif. »

En oubliant le caractère aléatoire de toute analyse futurologique, on ne peut manquer d'être effrayé par ce rôle futur de spectateur passif... cependant ne sommes-nous

pas déjà des spectateurs ? Nous sommes environnés, comme baignés, dans un fleuve d'images (que ce soit la télévision, la publicité extérieure, ou celle des magazines) et cela outre l'effet psychologique immédiat et l'impression consciente (qui est le plus souvent éphémère) nous conditionne continuellement, nous « masse », comme dirait Mac Luhan... Le conditionnement est un conditionnement fluide et dissolvant, purement destructeur, qui supprime toute réflexion consciente. Si l'on se souvient de la distinction énoncée plus haut entre les composantes d'un message, on s'aperçoit que toute la publicité (au sens large) mise sur la composante esthétique qui apparaît comme étant la plus opérationnelle. En effet, l'image impropre à démontrer logiquement le bien-fondé d'une argumentation, diffuse une rhétorique fondée sur une symbolique émotionnelle, laquelle tend à persuader selon des procédés que l'on a qualifié de clandestins. Cette rhétorique est donc passée maître dans l'art de manier les sophismes : regardez cette sirène, elle est irrésistible et porte un bikini X, portez le même et vous serez aussi une séductrice irrésistible.

Il est important de noter la psychologisation croissante du message publicitaire car lui correspond, naturellement, une aliénation de plus en plus grande. Ce phénomène associe artificiellement à tout produit, un « bien psychologique » le plus motivant possible de façon à ce que l'acheteur éventuel acquiert le produit non pas pour lui, mais pour ce bénéfice d'ordre psychologique qui ne peut s'acheter. Il s'agit de vendre du vent, et l'on obtient, selon la formule de Henri Lefebvre, une « consommation imaginaire, consommation de l'imaginaire ». Par exemple, il y avait une résistance globale de la clientèle masculine face à la consommation d'eau de toilette, la publicité pour rompre cette réticence d'ordre psychologique (un homme qui se parfume est un homme efféminé) s'est efforcée de viriliser au maximum les produits qu'elle vantait. Ainsi quand vous achetez « Balafre », vous achetez de la virilité !

LA CONSOMMATION DE L'IMAGINAIRE

En général cet imaginaire représente un « art de vivre » ou un « personnage idéal » auquel le consommateur doit vouloir s'identifier. Donc tout ce processus aboutit à une véritable dictature des modèles culturels suscités par une certaine organisation socio-économique. Il faudrait pouvoir cerner ce modèle dominant à travers la publicité extérieure, les feuillets télévisés, la mode standardisée et les revues de consommation courante. Généralement c'est le portrait type du « jeune-loup-play-boy-comblé-par-la

mass-media et contre-révolution

vie», possédant automobile de sport, gentilhomme raffiné et maîtresses charmantes... D'ailleurs il n'est pas exclu qu'il ait des « idées de gauche » ! Cet exemple n'est peut-être représentatif qu'en ce qu'il montre la part du mythe permettant aux objets de graviter autour de lui pour se faire acheter. Guy Debord semble avoir raison de dire que « le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images ». Le luxe tient une place si importante dans la mythologie du temps présent qu'il peut sembler responsable d'une certaine délinquance juvénile. L'or est la clef qui peut faire de vous ce mythe incarné, il vous faut donc, pour ne pas vous sentir frustré, vous procurer, par tous les moyens, ce sésame sacré. Dans ce même ordre d'idées, le « vedettariat pontifiant » est lui aussi très significatif. Il suffit de s'illustrer dans n'importe quel domaine, de nourrir l'événement, pour que s'ouvre la porte des médias et que vous puissiez ainsi pontifier légitimement. Le célèbre auteur de Papillon pour avoir, par son livre, fait frissonner les bourgeois, a pu s'exprimer avec une bonne conscience au-dessus de tout soupçon sur la police, la justice, la politique, les bonnes mœurs. Il devint le pape d'un jour de cette société de spectateurs fidèles ! Par les médias, le quotidien événementiel, qui n'est que discontinuité et inconscience, devient générateur de modèles culturels qui déversent à flots continus chez les spectateurs éblouis, l'illusion de la vie. Il est maintenant évident que la vie se rêve et que la mort se vit, ou, pour mieux dire, que la vie se réfugie dans le

spectacle et permet d'offrir aux hommes totalement aliénés par leur quotidien, l'illusion compensatrice qui leur est nécessaire pour échapper à la névrose.

Le média est l'oracle de Delphes que l'on consulte à tout propos puisqu'il propose la vie. A ce titre les différents courriers du cœur, du sexe, du gastronome, du célibataire, qui fleurissent dans toutes les revues, sont fort édifiants. Le média nous rend à la vie, nous guide et nous inspire, c'est un nouveau prêtre !

En conséquence, la publicité (*largo sensu*) dans le cadre d'une société massifiée ne peut absolument pas trouver de défenseurs et le fait qu'il faille nécessairement s'en servir ne peut lui donner une vertu qu'elle n'a pas. Aujourd'hui, toute action politique tend à la maîtrise des médias (pour que J.-J. S.-S. réussisse, il lui faut devenir aussi puissant que Guy Lux !) ; il ne faudra pas que des scrupules mal placés nous arrêtent, nous devons aussi les conquérir. Le Parti communiste prépare depuis bientôt un an la commercialisation de bandes magnétoscopiques et les disques de Jean Ferrat sont un atout de propagande qu'il convient de ne pas négliger. Le problème que pose l'émergence des médias dans l'action politique est facilement soluble, mais celui de leur importance dans une société communautaire apparaît plus complexe. Nous avons vu qu'ils ne pouvaient pas, par leur seul pouvoir, restructurer une société massifiée, donc il est probable qu'une société communautaire ne se massifiera pas par leur unique influence, cependant le débat reste ouvert !

Philippe DUC-MAUGÉ.

« Les barbouzes »

Au dixième anniversaire de la lutte anti-O.A.S., les barbouzes ont mauvaise conscience, les barbouzes manifestent leur rancoeur, les barbouzes racontent (1).

Fiches de paie, expéditions de M^{me} Lemarchand, ordres de mission de police... authentifiant les accusations depuis longtemps portées.

Police parallèle ? Non, assure l'auteur qui, une page plus loin, écrit :

« D'une façon générale notre financement se faisait très simplement. L'argent était pris sur les fonds secrets... » (sic), « ... c'est donc une "entreprise" au budget très équilibré qui prenait en charge, au fur et à mesure, les volontaires envoyés de Paris par Lemarchand et Dauer... »

Roger Frey, alors ministre de l'Intérieur, et Morin, délégué général en Algérie, couvraient l'opération, prétend le mémorialiste. Le même Roger Frey avait pourtant déclaré devant l'Assemblée nationale : « Il n'existe aucun personnel chargé de la lutte anti-O.A.S. en dehors des cadres normaux des forces du maintien de l'ordre (J.O.) du 12 février 1962). A la même époque, la plupart des équipes du « M.P.C. » et du « Talion » sautaient avec les villas Andrea, Faidherbe et Radjeh.

Lucien Bitterlin raconte ingénument cette activité de police parallèle : rapt, interrogatoires « privés », avec la collaboration de la mission C de la police d'une part, avec le F.L.N. de l'autre.

Des tombes de vietnamiens à Santeny, le procès Veuve Lecerf sont des preuves objectives, avec les photographies présentées, que la vérité n'est pas du côté de Roger Frey.

Un règlement de comptes ce livre ? des aveux ? tout ce que l'on n'osait pas dire, Lucien Bitterlin l'écrit ; en ajoutant : « c'était moi ».

Il est vrai que les plus mauvais coups sont mis au compte des morts : le rapt et la torture de Tislenhoff, Vinent et Gosselin par exemple.

Cette fois-ci, nous attendons les démentis d'Alain Lemarchand, avocat à la Cour et recruteur de ce personnel, de Morin, de Brigitte Gros, qui paraît-il était au courant.

Nous attendons aussi les mémoires de Debrosse pour la caserne des Tegarins et de Katz pour Oran.

Hervé CATTÀ.

(1) « Les Barbouzes », Lucien Bitterlin, Editions du Palais-Royal.

La peinture romantique anglaise

En 1938, Paris recevait la peinture romantique anglaise, mais les esprits étaient troublés et celle-ci n'eut pas grand retentissement. Aujourd'hui, le Petit Palais l'accueille de nouveau et c'est l'objet d'une intéressante exposition. Nous ne chercherons pas à définir la « peinture romantique », mais nous soulignerons que ses fondements sont chez Hume et Locke et ses thèmes dans la littérature (Dante, Shakespeare). Au cours de cette manifestation, le visiteur est attiré par des œuvres charmantes, pleines de couleurs, de piquant (« Marché aux poissons », Brown), d'autres à la composition construite, ou bien interprétées de façon saisissante (Fuseli : « Le Cauchemar »).

Il est à noter que Fuseli est le premier artiste européen qui se soit inspiré des Nibelungen (Brunnhilde et Gunther). Puis on admire les œuvres de Gainsborough qui par l'originalité de ses paysages exprime véritablement l'aspect romantique de la nature ; une sentimentalité (« Paysans ») typique du XVIII^e. L'originalité est aussi dans les portraits expressifs, élégants (« Lady Alston »), et dans celui de « Paysanne avec un jeune chien », à la fois XVIII^e et encore imprégné des Espagnols du XVII^e.

De même que Gainsborough, Constable a donné une importante place à la campagne, thème romantique par excellence, et aux sentiments personnels de l'artiste qui sont liés à cette campagne anglaise et dans laquelle il a mis tant d'émotion (« Vallée de la Stour », « Charrette de foin »). Chez Constable, le clair-obscur et l'arc-en-ciel ont un rôle important. Tout est mélancolique et symbolique, symbole que l'on retrouve dans un autre esprit chez Broke. C'est un visionnaire, il se considérait d'ailleurs comme prophète ! Le fil conducteur de son œuvre est l'imagination, la poésie.

Son dessin est remarquable (« L'Eternel », « Le Pitre », « Newton »). La Divine Comédie a fait le sujet d'une centaine d'aquarelles (« Paolo et Francesca »). Tout différent est W. Turner, un des maîtres de la peinture romantique, tant par l'originalité de sa composition que par la couleur. Il n'est plus vraiment classique, tout est élargi, il est lui aussi visionnaire. Le paysage devient un support à son imagination, l'atmosphère et le climat sont ceux des grands tumultes (tempête de neige, avalanche, pluie, vapeur, vitesse). Tout devient impression où le fantastique et l'évanescence sont présents. Les sujets de Turner sont propices aux sentiments romantiques, où tout est démonté, passionné, où tout est excès.

L'exposition se termine sur les Préraphaélites (Roselli, Burne-Jones). Ce courant purement intellectuel né de la redécouverte du Moyen Age tentait d'imaginer ce qu'avait été la peinture avant le XVI^e. Leurs couleurs sont acides et l'ensemble académique. Ceci nous fait regretter pour quelques instants le sentiment de poésie, général, dans cette présentation.

Anne RICHARD.

Notre contestation

Les événements de ces dernières semaines ont reposé d'une façon cruciale la question sociale, celle également qui lui est liée, du régime économique. Il est utile que nous revenions sur ces sujets, pour bien comprendre les positions que nous avons prises dans le feu de l'événement. Certains ont fait croire que nous voulions nous remettre à la remorque du gauchisme à cause de je ne sais quel penchant secret pour le romantisme politique. Comme si Maurras, dénonçant la république des fusilleurs au début du siècle, n'avait eu que la volonté d'épater le bourgeois et de scandaliser le bien pensant ! Expliquant sa position, Maurras mettait en cause tout un système économique dans la logique de la démocratie libérale. Et quel authentique disciple ne connaît sa fameuse apostrophe au bourgeois qui ne veut pas voir le fond de la question parce que cela l'obligerait à remettre en cause le régime économique dont il est le seul profiteur ?

Malheureusement, trop de prétendus disciples n'ont jamais compris rien à rien et il ne faut pas s'étonner de les voir donner crédit à la définition de la « réaction » par les partis de gauche : attitude de gens crispés sur leurs privilèges et opposés à tout progrès social et à toute justice. Ne les voyons-nous pas précisément en ce moment faire gravement la leçon à Raymond Aron (du *Figaro* !) pour lui rappeler qu'à force de compréhension pour l'adversaire il risque de perdre tous les privilèges que la société présente lui assure. Nous qui croyions qu'un privilège devait se justifier par un service social, comme la propriété elle-même ! Il est vrai que nous avons pris trop au sérieux l'enseignement de La Tour du Pin et de l'école sociale royaliste.

Autre grief : la contestation remettrait en cause les bases mêmes de toute société. Comme si nous ne l'avions pas dit et n'avions pas dénoncé la grande tentation gauchiste du nihilisme. Au risque de me faire taxer d'orgueil, j'affirme avoir été le premier dans le cadre de l'Institut de politique nationale à avoir dénoncé le danger dans ses aspects les plus redoutables. Que l'on veuille bien relire la lettre à Richard Deshayes qui me fut tant reprochée, on y verra stigmatisé avec la plus grande dureté l'anarchisme dont la logique est la destruction de toute cellule sociale et le suicide de la personne.

Il faut être évidemment de mauvaise foi pour nous reprocher de cautionner une contestation négatrice de tout ordre. Mais derrière cette mauvaise foi se cache une erreur doctrinale essentielle. Certains pseudo-maurrassiens font mine de croire que l'esprit révolutionnaire a simplement eu raison de l'Etat, et en quelque mesure de l'opinion. Mais la société elle-même serait bonne,

constituerait un « pays réel », sain, structuré, auquel ne manqueraient que des institutions politiques qui correspondent à sa nature.

Nous sommes évidemment obligés d'affirmer un total désaccord avec cette position. Pour nous, l'esprit révolutionnaire a subverti la structure sociale, a anéanti la possibilité même d'un ordre dans le contexte présent. La preuve ? Il suffit de considérer le désordre libéral, et l'« ordre » technocratique... Contester la démocratie dans ses seuls aspects institutionnels, c'est ne pas voir qu'elle a façonné toute une civilisation inspirée par des « antivaleurs », dominée par des hiérarchies bureaucratiques anti-naturelles. Impossible dans ces conditions de comprendre que la civilisation et la société démocratiques suscitent des réactions sauvages, périlleuses même, mais parfaitement logiques.

En ce sens, nous retrouvons une situation comparable à celle du début du siècle. Rappelons-nous ces attentats anarchistes, cette activité de desperados qui font étrangement penser à l'enlèvement de Nogrette. Et si l'on relit, cette analogie de situation présente à l'esprit, le premier numéro de *L'Action française* quotidienne, on est frappé par la parenté des positions prises alors avec celles de la N.A.F. de ces dernières semaines : « *Nous n'épargnerons ni cette anarchie parlementaire qui annule le pouvoir en le divisant, ni l'anarchie économique dont l'ouvrier français est la première victime, ni l'anarchie bourgeoise qui se dit libérale et qui cause plus de malheurs que les bombes des libertaires.* »

D'emblée l'A.F. allait à l'essentiel, à la dénonciation des causes. Plutôt que d'en appeler à une « réaction » des privilégiés de la fortune contre les « classes dangereuses », elle préférait dénoncer le désordre structurel, celui qui est source de toutes les anarchies, les anarchies installées et les anarchies sauvages, les unes appelant les autres, toutes se suscitant mutuellement. Il fallait absolument refuser cette dialectique infernale et pour cela poser les fondements du seul ordre social convenable, celui qui réalise l'harmonie des fonctions dans la recherche d'un bien commun.

Cette prise de position n'impliquait évidemment pas le soutien aux actions des desperados anars et à leur culte d'une violence qui risquait de provoquer les pires luttes civiles. Celles-ci n'ont jamais profité à personne, elles ont toujours fait supporter aux plus déshérités un surcroît de malheurs. Nous-mêmes, si nous avons dit la vérité sur Renault, ne pouvions approuver l'enlèvement de Nogrette, quelles qu'aient été ses responsabilités réelles. Par contre, il ne pouvait que provoquer une répression bien républicaine qui recevrait l'appui de la majorité de l'opinion.

Le refus de ces formes d'action ne signifie pas que nous restions passifs devant le désordre et l'injustice. En accord avec certaines constatations et dénonciations gauchistes, nous n'avons pas à cacher la vérité. Nous avons à la révéler au grand jour. A partir de là, nous nous séparons du mouvement contestataire et affirmons notre originalité. Il s'agit en effet à ce moment de dénoncer les causes.

Or le mouvement gauchiste demeure prisonnier dans ce domaine des schémas marxistes. Lorsqu'il tente de s'en émanciper il retombe dans les vieux mythes anars et la mystique de Bakounine. Il importe donc de lui révéler la nature profonde de cette civilisation dont il dénonce justement les effets sans pouvoir y remédier faute d'un éclairage suffisant.

Qu'est-ce donc que cette civilisation capitaliste, quelle est son essence, comment s'explique-t-elle ? Pourquoi est-elle inacceptable ? Voilà les questions auxquelles il nous faut répondre à la lumière de la grande tradition royaliste et maurrassienne.

(A suivre.)

Gérard LECLERC.

En raison d'un retard du courrier, l'entretien avec le professeur Cassagneau et la réponse seront publiés dans notre numéro de la semaine prochaine. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

La nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs
Abonnement soutien : 70 francs
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

L'O.R.T.F. en question

II - Faut-il casser l'Office ?

La question est de plus en plus souvent posée : l'O.R.T.F. est-il viable ? Ne convient-il pas de casser, de faire exploser ce monstre ingouvernable ? Les critiques vont même plus loin : ne faut-il pas briser le monopole dont il dispose légalement ? Ne faut-il pas nier que sa fonction constitue un service public, ou du moins, que ce service public ne peut être rempli que par l'Etat ?

Les critiques portent d'autre part sur le contenu des programmes. Il est pratiquement impossible de parler de télévision sans entendre des réflexions sur l'insipidité, la vacuité, la nullité des émissions. C'est devenu un lieu commun.

Il existe aussi un troisième type de critiques, venu plus particulièrement de l'intérieur de l'Office, et concernant les méthodes de travail qui y sont en vigueur : le manifeste de producteurs et de réalisateurs publié en novembre 1971 en est un remarquable exemple. On y stigmatise une certaine télévision technocratique, où dominent les impératifs de rentabilité, de concurrence et de pourcentages d'audience.

(Restons-en là pour l'instant ; il sera bien temps, un jour, de revenir sur d'autres problèmes tels que le rôle des fameux ciseaux d'Anastasia, ou encore de commenter cette formule dont le sénateur Diligent a étiqueté l'O.R.T.F. : « gaspillage, copinage et téléguidage... »)

Il faut bien le dire, ces critiques, pour séduisantes qu'elles soient, émanent d'intentions d'une pureté douteuse. Ce qui conduit à se pencher un peu attentivement sur elles.

L'INDÉPENDANCE VIS-A-VIS DE L'ÉTAT EST-ELLE L'INDÉPENDANCE ?

Première critique : le monolithisme de l'O.R.T.F. est un obstacle à une bonne gestion assurant la qualité comme l'objectivité des émissions. Opinion couramment émise dans les milieux de l'opposition parlementaire, par exemple dans le Sénat du bon vieux Poher, ainsi que dans certains milieux journalisti-

ques (en particulier, *Le Canard Enchaîné* et *Minute*). Cependant, ces attaques arrivent en ordre totalement dispersé et ne visent pas au même objectif. Les uns, se rapprochant de la position adoptée par le rapport de la Commission Paye en juin 1970, souhaitent le maintien du monopole, au moins pour la diffusion (réseau d'émetteurs) et l'élaboration des programmes. Les autres souhaitent la création d'une chaîne de télévision privée. D'autres encore veulent rendre la radio-télévision entièrement indépendante de l'Etat. Bien entendu, le problème n'est pas simple. L'indépendance vis-à-vis de l'Etat est-elle vraiment l'indépendance ? Il est clair que la nécessité, pour un programme radiotélévisé, de tenir ses ressources soit d'une redevance de type fiscal ou parafiscal, soit de la publicité, place ce programme sous la dépendance de l'un ou l'autre de ses bailleurs de fonds : l'Etat, ou les annonceurs. Dépendre de la publicité n'est pas un obstacle pour avoir de bonnes informations, les journaux radiotélévisés étant toujours assurés de fortes audiences. C'est par contre une catastrophe pour les programmes. Vous aurez nécessairement Madame Soleil ou Mémie Grégoire...

Au regard de la véritable indépendance et de la qualité des programmes offerts au public, il ne paraît pas y avoir de structure évidemment supérieure à l'autre.

AIMEZ-VOUS PIERRE SABBAGH ?

Le contenu des programmes, en effet, qui font l'objet du deuxième modèle de critiques généralement répandues, pose un autre problème extrêmement grave. La politique de Pierre Sabbagh, Directeur de la deuxième chaîne, qui consiste à vous tartiner du Guy Lux à longueur d'antenne est-elle tolérable ? On voudrait hurler que non. Et pourtant, Sabbagh a réussi à réaliser son objectif : les Français ont enfin pris l'habitude d'appuyer sur le bouton « 2^e chaîne », ce vieux bouton rouillé... Le réflexe étant adopté, la possibilité de choix, purement théorique jusqu'en 1971, devient réelle. A une double

condition : que le souci d'accroître l'audience perde peu à peu de son importance, et qu'il existe une véritable harmonisation des programmes (impossible dans l'actuel contexte de concurrence entre les deux chaînes).

L'essentiel du problème n'est cependant pas là. Il est, quoi qu'on en dise, dans cette question : a-t-on le droit de faire de la « bonne télévision », des émissions de grande qualité, si elles n'attirent pas le public ? Bien sûr, la télévision doit être un instrument d'éducation du public. Mais la production et la réalisation d'émissions ayant toutes les qualités pédagogiques nécessaires n'est pas évidente. Le risque de tomber dans l'élitisme, dans un équivalent télévisuel de France-Culture est immense. Quelques créateurs de talent, qui existent, ne suffiraient pas à écarter le danger que cela présenterait pour l'ensemble des programmes.

LIBERTÉ DE CRÉATION ET IMPÉRATIFS DE GESTION

Ces créateurs « confirmés » se retrouvaient d'ailleurs presque tous signataires du manifeste du 6 novembre dernier. Outre la question des programmes dont on vient de parler, ils abordaient les problèmes posés par les nouvelles structures internes de l'O.R.T.F. Ils mettaient ainsi le doigt sur un autre problème essentiel : comment concilier la liberté qu'exige la création artistique, avec une gestion suffisamment contraignante pour éviter le gaspillage ?

Inutile de préciser que cette question n'est pas près d'avoir une réponse immédiate. La solution actuellement en vigueur est loin d'être satisfaisante : la solution totalement satisfaisante existe-t-elle ?

Nous avons là l'exemple même d'une de ces tensions qui font les sociétés, mais qui posent en même temps le problème institutionnel : est-il tolérable que le pouvoir appartienne à l'une des forces en présence plutôt qu'à une autre ?

François FERRIER.

Coup pour coup

En rapportant au cinéma les incidents survenus dans une usine de textiles d'Elbeuf où travaillent trois cents ouvrières, Martin Karmitz a essayé de reconstituer un document que l'on ne puisse regarder avec indifférence. Et c'est, hormis quelques rares acteurs professionnels, aux employées mêmes qu'il a fait appel pour incarner leurs propres rôles. Nul doute que le spectateur confortablement installé dans son fauteuil n'ait ressenti une cer-

taine gêne à la vision de conditions de travail aussi inhumaines !

Mais cette opposition est inévitable et même nécessaire au but que veut atteindre le réalisateur. Il faut toucher la corde sensible pour que l'on accepte la révolte intégrale, celle où les représentants syndicaux n'ont pas leur place parce qu'ils sont vendus ou inefficaces. Car, et c'est là l'élément le plus positif de ce film, seule une attitude intransigeante peut avoir de la valeur face à un souci toujours plus prononcé de rendement et à l'emboîgeoisement de ceux qui devraient, au contraire, lutter pied à pied et obtenir un maximum d'améliorations.

Quant au choix de femmes pour illustrer une étape importante du combat ouvrier, il faut noter, en excluant l'aspect de « prise de conscience » plutôt contestable, qu'il est effectivement intéressant, dans la mesure où les pouvoirs publics ne peuvent raisonnablement pas employer la force. Mais que ce soit aux ouvrières d'Elbeuf, aux travailleurs des usines Renault ou à M. Edmond Maire, on voudrait dire bien haut : ces hommes que vous combattez, ce sont les démocrates qui pourrissent notre pays ; et c'est là qu'il faut prendre le mal.

Dominique PAOLI.

Le mouvement royaliste

CHARENTE :

Toutes correspondances : Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Louvel.

NORD - PAS-DE-CALAIS :

Permanence à Lille, 37, rue Alexandre-Leleux (2^e étage), le samedi de 18 heures à 19 h 30 et le jeudi de 18 à 19 heures.

AIX-EN-PROVENCE :

Permanence tous les jours de 13 h 30 à 18 heures et de 15 h 30 à 19 h 30, 14, rue du Bon-Pasteur.

BRETAGNE :

Permanence le jeudi à 16 heures, au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage sous le porche), 35 - Rennes.

HAUTE-VIENNE :

Permanence le mardi de 16 à 19 heures, au local, Centre Turgot, 43, cours Bugeaud, 87 - Limoges.

TOURS :

Permanence chaque mercredi au Café de l'Univers à 17 heures, 2^e étage.

SARTHE :

Permanence au local, 5, rue Saint-Pavin-de-la-Cité (Vieux-Mans).

ISÈRE :

Permanence tous les vendredis à 18 heures au local, 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE :

A partir du mercredi 22 mars, permanence tous les mercredis de 18 à 20 heures au « Prince de Galles », 7, rue de la Paroisse (à droite, en sortant de la Gare).

TOURS

30 et 31 mars. Séminaire de formation doctrinale organisé par la fédération d'Indre-et-Loire. Pour tous renseignements écrire à : N.A.F., B.P. 49, 37 - Tours-Rives-du-Cher.

NANTES

23 Mars : « Ce que veut, ce que peut la N.A.F. », débat animé par Marc Beauchamp.

Prévoyez dès maintenant vos vacances !

Tout militant d'A.F., quels que soient son âge, sa fonction à l'intérieur du mouvement, sa profession, doit avoir le souci de parfaire sa formation doctrinale, et de prendre connaissance de toutes les techniques utiles à la propagande. C'est pourquoi nous avons pensé organiser cet été un certain nombre de sessions d'études où le maximum de militants pourraient venir.

Jusqu'ici, seul un camp annuel rassemblait des lycéens et des étudiants de niveaux très différents. Cette formule, nécessaire à ses débuts, doit maintenant être révisée. Le camp sera donc orienté vers la formation des plus jeunes, grâce à un encadrement soigneusement préparé à sa tâche.

Pour les autres étudiants et les militants attirés par l'étude, des sessions de quelques jours sont prévues, destinées à un travail de recherche sur des questions universitaires.

Pour les cadres et les militants des fédérations et centres de propagande, d'autres sessions sont prévues pour étudier soit des questions doctrinales, soit des techniques de propagande, ou pour promouvoir la recherche dans certains domaines.

Nous publions un questionnaire que nous demandons de remplir et de renvoyer au siège dans les meilleurs délais. Les réponses nous indiqueront si le nombre de participants éventuels justifie la tenue de ces sessions.

Aussi nous pourrions prévoir le programme, les dates et les communiquer afin que chacun puisse prévoir ses vacances en conséquence.

Notre réseau de distribution

NICE :

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Saint-Philippe - Librairie « La Biblio », avenue d'Estienne-d'Orves.
- Borriglione - Librairie d'Art et de Littérature, 78, boulevard Borriglione.

TOULOUSE :

- 15, place du Capitole (sous les arcades).
- Martin-Gauthier, 10, rue d'Alsace.
- Maison de la Presse, 64, rue de Metz.

RENNES :

- Tabacs-Journaux des Arcades du Théâtre, place de la Mairie.
- Tabacs-Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.

VANNES :

Bar-Tabacs-Journaux, 5, rue de la Monnaie, (près de la Cathédrale).

SAINT-BRIEUC :

Librairie Génie, 14, rue Saint-Goueno.

NANTES :

Librairie Coiffard, rue de la Fosse.

JURA :

La Maison de la Presse, 17, place de la Liberté, 39 - Lons.

SARTHE :

La Broceliande, 21, rue de la Reine-Bérangère (vieille ville), 72 - Le Mans.

INDRE-ET-LOIRE :

L'Astragale, 4, rue Victor-Hugo, 37 - Tours.

ISÈRE :

- France Agence, place Victor-Hugo, 38 - Grenoble.
- K'Store, cours Berriat, 38 - Grenoble.

NORD :

- Cinéma Le Régent, rue de Béthune.
- Les Nouvelles Galeries, rue Nationale.

AUBE :

- A la Grosse Pipe, 1, rue Juvenal-des-Ursulines, 10 - Troyes.
- Au Pacha, 50, rue Colonel-Driant, 10 - Troyes.
- Maison de la Presse, 10 - Bar-sur-Aube.
- M^{me} Robin, Maison de la Presse, 10 - Piney.
- Au Petit Caporal, avenue Pasteur, 10 - Brienne.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____ n° _____

demeurant (rue) _____

à (ville) _____ (département) _____

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

SESSION

« La pensée d'A.F. en 1972 »
(Session doctrinale)

Le militantisme des adultes :

- Ses formes
- Ses possibilités

Méthodes de publicité et de propagande

Organisation d'une section :

- Comptabilité
- Tracts
- Fichier

Autogestion (recherche)

Psycho-sociologie

Enseignement

Philo - Lettres

Régionalisme - Urbanisme

Agriculture

CHOIX

DATES SOUHAITÉES

Indiquer d'une croix
(Juillet, août, septembre)

L'audace raisonnée du roi Hussein

Une ironie laborieuse a semblé de bon ton à quelques commentateurs face au projet de règlement palestinien préconisé par le roi Hussein de Jordanie. Ainsi la presse israélienne prête au maire arabe de Hébron occupée, le cheikh Ali Al Jaabari, une allusion au « pêcheur qui vendait des poissons avant d'avoir jeté ses filets ». Quant au journal *Yedioth Aharoth*, il cite avec complaisance des propos qui auraient été tenus par l'ancien gouverneur de la partie arabe de Jérusalem, Anouar Khatib : « ... C'est comme si, aux Etats-Unis, un congrès de chefs indiens ouvrait un débat pour désigner celui d'entre eux qui retrouverait l'administration de New York » (1). Les termes et le style des projets publiés par le roi Hussein, le vaste retentissement qu'ils ont connu en moins d'une semaine, invitent à ne pas les considérer à la légère. Loin de constituer une suite de rodomon-tades irresponsables, ils forment un ensemble de solutions mûrement réfléchies et méritent le nom de plan de paix.

L'opportunité du plan Hussein se constate à plusieurs égards : par rapport à la situation actuelle du monde arabe, en réplique adroite à la politique israélienne dans les territoires occupés, enfin par l'élan général qu'il communique au peuple jordanien.

Dans le monde arabe, les erreurs accumulées par Gamal Abdel Nasser ont conduit à un certain effacement de l'Egypte. Les colonels lybiens n'ont pas pris la relève du nassérisme et M. Boumedienne considère avec méfiance leurs plans qu'ils ne trouve pas bien sérieux.

CISJORDANIE ET TRANSJORDANIE

Pour ce qui est des élections municipales, qui auront lieu le 28 mars en Cisjordanie occupée, elles changent désormais de signification. Il s'agissait de présenter à l'opinion mondiale de bons Arabes reconnaissants : leurs nouveaux maîtres leur ont apporté, avec la servitude, davantage de pain. Mais c'est un pain pétri d'amertume. Le roi Hussein leur apporte un espoir politique.

D'ailleurs, n'y eût-il aucune chance prochaine de mettre en œuvre ces propositions, l'affirmation solennelle d'une libération possible est une façon de prendre date. Qui donc en Israël s'aviserait de trouver dérisoire l'admirable cri « Si je t'oublie Jérusalem... » ? Et qui donc pourrait affirmer que les Musulmans n'estiment pas que la mosquée d'Al Aqça serait mieux défendue contre les incendiaires par un Etat jordanien ?

On sait que le roi Hussein a proposé de transformer le royaume hachémite de Jor-

danie. Sous le nom de Royaume Arabe Uni, cet Etat deviendrait un royaume fédéral. Les éléments de la fédération seraient évi-

demment la Transjordanie dont Abdallah fut le premier roi en 1946, à quoi s'ajouteraient la Cisjordanie, c'est-à-dire la rive occidentale du Jourdain, et la bande de Gaza. La vieille ville de Jérusalem serait la capitale de la province cisjordanienne, Amman demeurant celle de la Transjordanie et devenant capitale fédérale. « Le plan sera appliqué de telle façon qu'il répondra aux aspirations nationales des habitants des régions sans affecter pour autant les droits des citoyens d'origine palestinienne dans la région jordanienne ou d'origine jordanienne dans la région palestinienne », a déclaré le roi Hussein pour conclure qu'un tel plan permettrait « la réorganisation d'un foyer jordanopalestinien ».

On ne peut pas ne pas être impressionné par le double caractère de modération et de fermeté du plan publié ce 15 mars par le roi Hussein. Modération, car enfin il ne prêche pas la guerre à outrance avec « le sang des autres » ; il n'exige pas, comme le malheureux ex-président syrien Ahmed el Choukeiry, l'extermination des Israéliens ; il ne prend pas comme hypothèse de travail le refus de reconnaître, selon une forme ou une autre, l'Etat d'Israël.

Ferme, ce plan l'est certainement car il n'abandonne aucun droit fondamental des Arabes. Il est très exactement le contraire d'une « trahison » comme des groupes rivaux de partisans armés l'ont prétendu (2). Il n'est pas interdit de penser que cette allégation est scandaleuse quand on se rappelle que l'armée jordanienne a été à la pointe du combat en 1948 et en 1967, le roi Hussein à la tête de ses troupes, tandis que d'autres personnalités trouvaient de l'agrément à des conférences très abritées.

LES CHANCES DU PLAN

Ce plan a des chances d'application dans l'exacte mesure où il dépend de négociations et d'accords entre les principaux intéressés, c'est-à-dire les représentants authentiques des Palestiniens réfugiés ou occupés, le gouvernement d'Amman et celui de Tel-Aviv. Les Israéliens ont profondément raison de souhaiter une négociation directe avec les Arabes : il n'y aura de paix durable entre Juifs et Arabes que si elle est librement négociée entre les intéressés.

Il est hors de doute, à l'heure actuelle, que le plan du roi Hussein fait horreur aux extrémistes et aux fanatiques des deux camps. A ce propos, les politiciens israéliens qui estiment ne pas devoir restituer

les quartiers arabes de Jérusalem à la pleine souveraineté jordanienne, commettent une erreur fondamentale : ils ne se débarrasseront pas de la Jérusalem musulmane en la donnant à traiter par les « promoteurs » d'on ne sait quelle « Garantie Foncière ». La générosité a du sens quand on est le plus fort et la sagesse des nations enseigne qu'on ne le reste pas toujours. Et l'*Ecclésiaste* proclame : « Celui qui craint l'Eternel évite tout excès. »

Le seul problème de Jérusalem peut engager ou éviter une guerre de mille ans : la bonne solution dépendra de la sagesse des Israéliens.

Pour ce qui dépendait directement de Hussein de Jordanie, roi sans haine et sans crainte, la sagesse l'a emporté. Et « les filets paraissent avoir été bien tendus ».

PERCEVAL.

- (1) L'expulsion ou l'extermination des Indiens, à l'embouchure de l'Hudson, fut en son temps un exemple de colonialisme « sauvage », mélange de racisme et de cruauté à la manière des anciens Assyriens.
(2) En particulier, l'organisation *El Fath*. Le mot *fath* signifie « conquête » en arabe, et non pas « libération » comme on aurait pu s'y attendre.

Ce qui s'est passé cette semaine

SAMEDI 11 MARS :

Le Comité « Sauver Paris » a occupé le Centre de Documentation sur l'Urbanisme à l'Hôtel de Ville. Trois militants ont été arrêtés et relâchés. Le public a apprécié notre action, la police a été très violente.

MERCREDI 15 MARS :

Démision de la N.A.F. du comité de grève de Nanterre-Droit.

JEUDI 16 MARS :

- Réunion à Reims avec Gérard Leclerc et Joël Broquet.
- A Paris, réunion rue de Rennes sous la présidence d'Yvan Aumont.

VENDREDI 17 MARS :

Réunion au Havre de Gérard Leclerc devant nos militants.

SAMEDI 18 MARS :

Réunion avec Bertrand Renouvin à Bar-sur-Seine.

SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 MARS :

Session d'études Adultes à Lille.